CSO Objets Trouvés : De l'art à l'économie, un parcours de recherche sur l'incertitude (saison 2, épisode 6)

Transcription de la discussion avec Olivier Pilmis (juin 2024)

Bonjour et bienvenue à tous et à toutes, vous écoutez le podcast Objets trouvés du Centre de sociologie des organisations, le CSO. Nous vous proposons des récits de nos chercheuses et chercheurs en sciences humaines et sociales autour de leurs relations à leurs objets de recherche. Aujourd'hui, nous recevons Olivier Pilmis, installez-vous confortablement, nous sommes ensemble pour une vingtaine de minutes.

CSO: Bonjour Olivier, vous êtes chargé de recherche au CNRS et sociologue au CSO, vous vous intéressez au monde de l'art et aux comédiens et vous avez fait d'ailleurs une thèse qui s'intitule l'organisation de marchés incertains, une sociologie des mondes de la pige et de l'art dramatique sous la direction de Pierre Michel Menger. Quelle est votre analyse de ce marché?

Olivier Pilmis: Il faut prendre celui des comédiens, c'est un marché qui est extrêmement intéressant du point de vue de l'incertitude parce qu'on a un marché sur lequel les engagements sont extrêmement courts, le contrat le plus fréquent pour un comédien ou une comédienne, c'est un contrat d'une journée, c'est un contrat qui est vraiment extrêmement court et donc ça pose la question de comment construire une carrière longue de plusieurs années, d'une carrière peut-être, à partir d'un engagement qui sont aussi court. Donc c'était l'élément qui m'intéressait le plus, c'était par exemple comment on gère le fait qu'on a des engagements d'une journée par exemple et donc une incertitude extrêmement forte sur le niveau d'activité, sur le niveau de revenus et des besoins qui quant à eux sont extrêmement stables sous la forme d'un loyer par exemple, les besoins d'un enfant si on en a un etc. Et par ailleurs, c'est un marché qui est d'autant plus intéressant que du fait même de cette incertitude, de l'alternance régulière de séquences d'emploi et de chômage dans ce secteur, on a un dispositif particulier qui est un dispositif d'indemnisation du chômage qu'on appelle le régime de l'intermittence du spectacle qui est là précisément pour composer avec cette alternance d'emploi et de chômage. Et en fait, j'avais commencé ma thèse là-dessus sur le monde des comédiens et précisément pour éviter que ça soit surdéterminé par l'existence particulière de ce régime d'indemnisation du chômage de l'intermittence, dont on sait qu'il est extrêmement structurant dans ces secteurs-là.

J'ai décidé, du coup, de le comparer avec un autre secteur, un autre marché qui présente des conditions un peu similaires et qui est en fait le cas des journalistes pigistes, parce qu'on a quelque chose qui est un peu similaire, parce qu'on a des engagements qui sont plutôt brefs. On fait un sujet pour une radio, une télévision, on fait un article pour un magazine. En revanche, on a des conditions d'emploi qui sont à peu près similaires. Mais on n'a pas ce système d'indemnisation du chômage. Les journalistes pigistes sont salariés théoriquement en CDI. Ça paraît surprenant, mais c'est le cas. C'est le cas contractuellement, légalement, pour le dire comme ça. Et donc, ça me donnait comme une espèce de petit modèle où j'avais deux marchés extrêmement similaires du point de vue des conditions d'emploi, mais avec, dans un cas, un régime d'indemnisation spécifique et pas dans l'autre. Et donc, ça me permettait un peu d'essayer de regarder quel était l'effet, du coup, de ce système, de ce régime sur un secteur d'emploi particulier. Et en fait, j'étais arrivé à distinguer deux régimes d'emploi sur ce secteur-là. Un premier qui est un régime d'emploi extrêmement court, qui en fait, vraiment, ce qu'on a en tête quand on pense à l'intermittence du spectacle, c'est qu'en fait, on va faire un contrat avec une compagnie, un contrat avec une boîte de production, etc. Et en fait, c'est une activité

qui est très éparpillée entre de multiples employeurs. Typiquement, ça va être une comédienne qui va faire une pub à un moment donné occasionnellement, mais ça sera tout. Et un second régime d'emploi, que j'avais appelé un régime autour de noyaux durs d'employeurs, avec des employeurs beaucoup moins nombreux, mais avec lesquels les relations sont extrêmement longues. Pour le coup, c'est par exemple un comédien qui va faire tous les spectacles d'une même compagnie de théâtre sur plusieurs années, toutes les saisons. C'est-à-dire le mécanisme de comédien fétiche et c'est en fait un moyen d'apprécier le passage d'un régime à l'autre, pour le prendre un peu comme ça de manière extrêmement simple, c'est de s'intéresser en fait au cas du téléphone. Qui téléphone à qui ?

CSO: C'est-à-dire?

Olivier Pilmis: Est-ce que c'est un pigiste qui téléphone à une rédaction pour leur proposer un sujet, en leur disant j'ai une idée de sujet extrêmement intéressant qui irait très bien pour votre journal et donc je vous le propose? Ou bien est-ce que c'est une rédaction en chef qui appelle un pigiste pour lui demander, « tiens, j'ai pensé à toi pour tel sujet parce que je sais que tu es spécialiste de ça, etc. » Qui téléphone à qui ? C'est un peu une manière d'illustrer ce passage d'un régime à l'autre. C'est comme ça que j'analyse ces marchés de travail.

CSO: Alors ensuite, ce monde de l'art vous amène à votre objet de recherche actuel, qui est la prévision économique. On peut dire en fait la gestion de l'incertitude, ce dont vous venez de parler. Alors expliquez-nous votre approche sociologique qui vous amène à observer des données assez importantes, des données quantitatives issues de plusieurs pays.

Olivier Pilmis: D'une part, ce qui peut paraître surprenant d'aboutir à la prévision économique en venant des mondes de l'art. Donc, juste un tout petit excursus très rapide, mais sur la manière dont s'est rentré en fait, ce que précisément la genèse de cet objet est assez intéressante. En fait, il y a un peu deux éléments qui m'amènent à la prévision économique. Il y a d'abord la question de la prévision qui apparaît à un moment donné entre guillemets dans ma vie, pour le dire comme ça, à partir de la question de l'incertitude. J'étais parti de comment des comédiens et des pigistes gèrent l'incertitude concernant leur activité et en fait, dans une autre enquête ensuite, dans des rédactions de presse, je suis arrivé à la question dont une rédaction de presse gère l'incertitude d'un événement. Pour prendre un exemple très simple, moi, j'ai fait des observations en rédaction et je m'attendais à un monde complètement frénétique, avec des gens qui courent dans tous les sens, des coups de fil, etc. J'aime bien le cinéma et par exemple, je me représentais des hommes du président, un peu en permanence. Et en fait, en arrivant, en faisant des observations en rédaction, je m'aperçois à un monde qui est extrêmement calme. On est plus proche de la bibliothèque universitaire, à certains égards, que du film policier. Ce type d'images d'Epinal qu'on peut avoir, c'est aussi ça des prénotions. Ce que Durkheim appelle des prénotions, ce sont des représentations un peu toutes faites. Et quand on constate que ces prénotions sont d'une certaine manière démentie, ça devient un levier assez intéressant pour la recherche. Je me suis demandé comment ça se fait que ce soit aussi calme. Et je me souviens encore, un jour, lors de cette observation, on était au bouclage, on était très peu nombreux à ce moment-là. Et il y avait l'un des directeurs de la rédaction, des rédacteurs en chef adjoint de la rédaction qui étaient là. Et je lui demande, on était littéralement en train d'attendre. Et je dis, mais qu'est ce qui se passe s'il y a le 11 septembre, là maintenant, tout de suite ? Et lui me répond qu'effectivement, il serait un peu embêté si c'était là maintenant tout de suite. Il me décrit la procédure qu'il ferait à ce moment là pour rappeler tout le monde, etc. Et là, il ajoute, vous savez, c'est quand même rare qu'un événement surgisse comme ça sans prévenir et se surgisse comme ça sans prévenir, ça m'a

vraiment intrigué. Et en fait, je me suis rendu compte qu'ils avaient des mécanismes de prévision assez fort dans la rédaction.

CSO: Quels sont-ils justement?

Olivier Pilmis: Par exemple, on ne sait pas qu'il va gagner l'élection présidentielle américaine, mais on sait que ça sera vraisemblablement ou bien Trump ou bien Biden. Et on peut faire le portrait, qui généralement sera publié le lendemain sur deux pages de la vie du président. En fait, on peut le préparer à l'avance, etc. On sait qu'il y a des agendas qui traînent. On sait que c'est l'ouverture du salon de l'auto un certain moment de l'année. Donc, il va falloir envoyer quelqu'un là-bas. Mais si on y va, c'est pour parler de quoi ? Est-ce qu'on va parler, par exemple, de la voiture électrique ? Parce que c'est l'un des sujets du moment, donc, etc. Donc, une toute série de préparations.

Et la deuxième manière dont la prévision arrive parmi les objets de recherche, c'est en fait le contexte post-2008, la crise de 2008, la crise des subprimes qui, en fait, évolue à un moment donné pour devenir la crise des dettes souveraines. Et je me souviens, à un moment donné, c'était un été et que le Standard & Poor's dégrade la note américaine. Et en fait, qu'est-ce que ça dit de la capacité future de l'État américain à rembourser ses dettes, qu'est-ce que ça dit des taux d'intérêt que vont rencontrer les américains à terme, etc. Et je me rends compte que pendant ces périodes de crise, en fait, les discours sur le futur sont absolument partout. Et, je me rends compte qu'il y a un moyen d'aborder l'incertitude qui est, en fait, différent de ce que j'ai fait jusque-là, qui me permet d'aborder, en fait, des gens qui gèrent l'incertitude non pas pour eux-mêmes, comme le font les rédactions de presse ou les comédiens, mais pour d'autres, parce que les prévisionnistes ne gèrent pas l'incertitude pour eux, mais pour d'autres. Et par ailleurs, j'avais été formé en économie et c'étaient les sujets qui m'intéressaient et par ailleurs, un sujet important de l'époque.

Et donc, pour revenir à votre question, désolé, ça a été extrêmement long. Mais comment gérer ces données-là? De mon côté, je me suis toujours attaché dans tout mon parcours de chercheur à manipuler autant que possible des données différentes, ce qu'on appelle des données quantitatives et des données qualitatives. Je dis ce qu'on appelle, ce qu'à mon sens, ce sont plutôt des approches qualitatives et des approches quantitatives. On peut faire ce qu'on appelle du quanti avec des sources textuelles, avec des archives. Ça, typiquement, c'est ce qu'on appelle les méthodes d'analyses textuelles qui sont extrêmement nombreuses. On peut également faire du qualitatif avec une base de données en s'interrogeant sur les conventions qui sont derrière, etc., etc. par exemple Alain Desrosières. Ce sont plutôt des approches quantitatives et approches qualitatives. De mon côté, j'ai toujours essayé de mobiliser ca ensemble, c'est en faisant des entretiens, en faisant des données, en utilisant des grosses bases de données, par exemple, dans le cas de la prévision. Je gère une base de données qui ressemble, si je ne me trompe pas, au dernier compte, environ 40 000 prévisions, en faisant des observations ethnographiques, en traitant les archives. C'est autant de points de vue différents sur un même objet. Donc, pour moi, la question de gérer ces données économiques, c'est juste une nécessité pour la recherche.

CSO: C'est ce croisement d'informations qui vous permet d'affiner ou d'analyser, en fait, les données.

Olivier Pilmis : Exactement. Et en fait, d'un côté, on a, avec les approches quantitatives, quelque chose qui est effectivement une puissance d'objectivation, qui est vu de ma fenêtre inatteignable pour les approches qualitatives. Mais avec les approches qualitatives, on a quelque chose qui rend beaucoup mieux compte des mécanismes, en fait, qui se déroulent,

parfois un peu à bas bruit, et dont ces données quantitatives, elles ne peuvent que rendre le résultat final, pour le dire comme ça.

CSO: Alors, finalement, je vais vous poser la question qu'on a tous en tête. Comment évaluer ce qui n'est pas mesurable, ce qui n'est pas prévisible, puisqu'en fait, on parle quand même de prévisions. Donc, comment fait-on? Et puis, autre question, mais à quoi servent ces prévisions concrètement?

Olivier Pilmis: Oui, évidemment, sur les deux questions, en effet auxquelles on pense assez spontanément quand on est sur ce secteur-là. Alors, pour aborder la première, comment mesurer ce qui n'est pas mesurable, au fond ? Alors, il n'y a pas que les prévisionnistes qui le font. Dans le cas des prévisionnistes, c'est flagrant qu'ils mesurent ce qui n'est pas mesurable parce qu'ils travaillent sur le futur. Mais en fait, c'est le cas d'un peu tous les économistes, au sens où, les économistes manipulent des concepts qui sont très abstraits. Le PIB, ça n'existe pas vraiment. Enfin, c'est une convention comptable. Le PIB potentiel, qui est donc le PIB que pourrait atteindre une économie dans une situation particulière qui serait globalement une situation de plein emploi. En fait, c'est un concept abstrait dans des conditions abstraites. Donc, mesurer ce qui n'est pas mesurable, c'est le pain quotidien de l'économiste. Mais cela étant, ca pose quand même des vrais enjeux à un moment donné. Et donc, comment on fait première méthode? Il y a en fait ces conventions qui existent et qu'on utilise. Donc, le PIB, c'est ça, l'inflation, c'est ça. L'inflation, ça n'existe pas dans la nature. Mais voilà, il y a une mesure sur laquelle on est d'accord. On peut avoir des débats sur la manière de la mesurer, en revanche, sur la définition de ce qu'est le PIB ou de ce qu'est l'inflation, on est d'accord. Mais, il y a effectivement parfois des effets pour mesurer des choses pas mesurables qui ont été extrêmement frappantes pendant le confinement, durant la pandémie en 2020. Parce qu'en fait, c'est un moment où... C'est un moment très particulier de l'histoire économique récente. Pas tant la pandémie en tant que telle que le confinement. En fait, donc le confinement, les restaurants sont fermés, les magasins sont fermés.

CSO: L'activité économique réduite.

Olivier Pilmis: Exactement, les théâtres sont fermés, tout est fermé. Et en fait, ça a créé une situation économique assez particulière, puisqu'en fait, c'est un moment où les économistes ne comprennent littéralement pas, et donc les prévisionnistes, ne comprennent littéralement pas ce qui se passe, parce qu'en fait, c'est un moment où les lois ordinaires de l'économie ne s'appliquent plus, en fait. Et très concrètement, quand les lois de l'économie ne s'appliquent plus, c'est qu'en fait, pour l'une des lois de l'économie, c'est que la consommation correspond au niveau de revenu, laquelle suit le niveau de revenu. Quand les revenus augmentent, on va consommer plus. Quand les revenus baissent, on va consommer moins. Et en fait, durant le confinement, on se retrouve dans une situation où la consommation s'effondre, alors que les gens n'ont pas subi de baisse de revenus, pour une raison extrêmement simple, qui est qu'en fait, c'est fermé. On aurait bien aimé consommer davantage, mais il n'y a pas la possibilité de le faire. Et donc, comment on fait pour mesurer cette espèce de perte de la consommation liée au confinement, sachant que par ailleurs, comme précisément c'est fermé, les données économiques ordinaires ne remontent pas. Et que par ailleurs, le confinement, c'est une situation qui est extrêmement inhabituelle, et donc qui suppose d'avoir des données plus fréquentes pour la mesurer en temps réel que d'habitude. Les données économiques, généralement, c'est publié par l'INSEE, par exemple, tous les trimestres. Et là, en fait, il faudrait plutôt des données hebdomadaires. Donc, il faut les trouver. Et trouver un moyen aussi de les traiter. Et c'est, par exemple, ça a été un moment, pour le sociologue que je suis, assez extraordinaire, parce que ça a été un moment de très, très grande innovation de la part

des prévisionnistes pour trouver de nouvelles mesures en utilisant. Par exemple, il y avait certains qui utilisaient les indicateurs de bruit pour avoir une idée de l'activité dans la ville. C'est-à-dire, tiens, les gens ne prennent plus leur voiture, ça veut dire qu'ils ne vont plus au travail. Et on le sait parce qu'en fait, bêtement, il y a moins de bruit dans les rues de Paris, par exemple. On va regarder les données de cartes bancaires. C'est pratique de ce point de vue-là, parce que pendant le confinement, l'argent liquide a disparu, il n'est jamais réellement revenu, j'ai l'impression. Et en fait, du coup, toutes les transactions se faisaient par carte bancaire, qui du coup, permettait de voir, tiens, quel secteur de la consommation sont plus ou moins touchés, quels autres sont plutôt moins touchés. D'autres indicateurs encore... Et en fait, il était un moment pour essayer de mesurer, en fait, la perte d'activité, au bout du compte, qui était impliquée par le confinement. Qu'est-ce que ça représente comme point de PIB perdu qu'un jour de confinement ? Donc quelque chose qui n'est effectivement pas mesurable, parce qu'en fait, on est, c'est un raisonnement qui est un peu contrefactuel, qui est un raisonnement assez classique en économie aussi, qui est, par rapport à la situation normale, on est X point de PIB en-dessous.

Et pour répondre à votre deuxième question, je me rends compte qu'il y avait une deuxième question, effectivement, qui était à quoi servent ces prévisions. Et en fait, pour le dire très rapidement, en fait, ça sert à armer les décisions. Par exemple, tous les ans, le gouvernement, à l'automne, sort un document qui s'appelle un projet de loi finance, qui décrit les recettes et les dépenses de l'année à venir. Et en fait, ces recettes et ces dépenses de l'année à venir, en fait, elles sont assises sur un certain nombre d'hypothèses. Et des hypothèses qui concernent le futur de l'économie. Quelle va être la consommation des ménages ? Quel va être le niveau de l'emploi l'année prochaine ? Quelles vont être la situation économique des grands pays limitrophes avec lesquels nous avons des relations commerciales, etc. Et donc, toutes ces hypothèses-là, elles sont importantes, elles définissent pour partie, les recettes et les dépenses qui vont être faites. Par exemple, la consommation des ménages, c'est de la TVA. Et donc, c'est une recette fiscale qui peut servir après à financer tel ou tel programme de politique sociale, par exemple, qu'on voudrait financer. Et donc, pour cette raison-là, en fait, la prévision est utile pour les enjeux de décision. Le problème, effectivement, c'est que vous ne savez pas de quoi demain sera fait, au sens propre, qu'il faut quand même prendre une décision aujourd'hui, par exemple, quand on est un gouvernement, mais également un ménage, également une entreprise, etc. Et qu'en fait, vous ne savez pas de quoi demain sera fait et qu'en fait, il faut essayer d'avoir une vision crédible pour le dire comme ça ou en tout cas suffisamment convaincante de à quoi demain va peut-être bien ressembler pour pouvoir décider de l'allocation de ressources diverses et variées.

CSO : Est-ce que vous avez en tête une prévision qui a eu un impact fort justement sur les économies, si on parle à nouveau des États ?

Olivier Pilmis : Il y en a assez régulièrement. Il y en a assez régulièrement parce que pour le dire comme ça, ce qui est intéressant, c'est que souvent les prévisions qui ont un impact fort sont les prévisions ratées. Les prévisions ratées, c'est-à-dire que ce qui ne s'est pas passé, ce qui était prévu.

CSO: Vous avez des cas en tête?

Olivier Pilmis: Et là, il y a un cas tout à fait récent qui date d'il y a quelques jours ou quelques semaines, fin mai, si je ne me trompe pas. Donc nous enregistrons début juin. Et en fait, il y a eu une décision de Standard & Poor's de dégrader la note française, exactement ce que j'évoquais précédemment à propos des États-Unis quelques années plus tard. Et en fait,

Standard & Poor's a dégradé la note française pour la passer de AA+ à AA, donc ce qui désigne une mesure de la capacité de l'État français de rembourser ces emprunts souverains et qui est réputé, je dis bien réputé, avoir un effet sur les taux d'intérêt auxquels la France va emprunter par la suite. Donc une décision qui impacte le futur assez fortement. Donc déjà, c'est une décision qui a à voir avec le futur. Aura-t-elle un impact sur les taux d'intérêt ? Je ne sais pas. Elle est réputée en avoir un. Parfois, ce n'est pas toujours observé. Mais ce qui est plus intéressant, en fait, c'est que cette décision de Standard & Poor's de dégrader la note française, elle est venue après une autre annonce du gouvernement français concernant le déficit. C'est qu'en fait, le déficit pour 2023 était prévu à 4,9 milliards d'euros. Et en fait, il a été à 4,9 %, et en fait, il s'est avéré être à 5,5 %, donc un écart de 0,6 %. Quand on sait le montant du PIB, c'est une somme qui n'est pas tout à fait anodine. Et donc, une erreur de prévision concernant le montant du déficit qui était en fait liée également à une erreur de prévision concernant les recettes fiscales. On en revient là. Et en fait, une erreur de prévision concernant les recettes fiscales à hauteur de 20 milliards. Et également d'une prévision révisée à la baisse de croissance pour 2024. Donc, pour résumer le schéma, on va être d'un côté des recettes fiscales sous-évaluées, moins que prévues, un déficit plus élevé que prévu et une croissance pour l'année à venir révisée à la baisse. Donc, ces trois éléments-là sont la justification pour Standard & Poor's de dégrader la note française. Donc, on se retrouve dans un cas assez classique, finalement, d'erreur de prévision. Mais ce qui est plus intéressant encore, c'est que quand le gouvernement français annonce ce déficit plus élevé que prévu, il l'associe instantanément à une décision de réduction de certaines dépenses. Donc, on voit à nouveau le lien entre prévision et décision. Et comment dès lors, l'erreur de prévision va avoir un impact, va entraîner une nouvelle décision qui consiste là très concrètement dans une coupe budgétaire. Mais ce qui est encore plus intéressant à certains égards, c'est qu'une autre justification par Standard & Poor's de sa décision a trait à la trajectoire de réduction du déficit de la France jusqu'à 2027, la fin du quinquennat. Le gouvernement français dit la trajectoire de déficit en 2027 nous amène en dessous des 3% prévus par les traités européens. Et Standard & Poor's dit nous ne pensons pas que cette trajectoire sera suivie et que les déficits seront en-dessous de 3%. Donc là, qui sont des deux discours sur le futur qui s'affrontent. En 2024, concernant 2027 au fond, et la question étant lequel des deux va être non pas vrai en fait. Ce n'est pas vraiment la question, mais lequel des deux va être le plus convaincant. Et donc, c'est vraiment un cas tout à fait remarquable. Et comment lequel des deux va être le plus convaincant, ça je ne sais pas.

CSO: Dernière question que je pose à chacun de mes invités. Selon vous, quelle est la place du sociologue aujourd'hui dans notre société? Et puis, on peut même aller au-delà. C'est quelle place devrait-il ou devrait-elle prendre aujourd'hui?

Olivier Pilmis: C'est une question qui est un peu délicate. Mais en tout cas, me semble-t-il, les sociologues n'ont pas la place qui devrait être à leur. On pourrait dire comme ça. Si par exemple dans le débat public ou dans la manière dont ils sont convoqués. En fait, me semble-t-il, quand on convainc un sociologue, souvent, c'est en fait au titre de ses enquêtes. Les enquêtes sont évidemment très importantes dans un cas de sociologie. On est bien d'accord. Mais malgré tout, les sociologues ne sont pas uniquement des collectionneurs de faits empiriques. Pour dire comme ça, par exemple, quand on entend souvent un sociologue invité à la radio, c'est au titre de « vous avez fait une enquête sur..., racontez-moi ce monde-là » en fait. Un peu finalement comme une espèce de reporter qui bénéficierait du temps long, dont ne bénéficient pas toujours les journalistes, mais qui au fond remplirait une fonction à peu près similaire, finalement. Et c'est par exemple très apparent quand on regarde la manière

dans certains courants de l'économie, je pense par exemple à l'économie comportementale que j'ai eu l'occasion d'étudier avec quelques collègues du CSO.

CSO: Oui, ce qui a fait l'objet d'un livre, le biais comportementaliste.

Olivier Pilmis: Et en fait, parfois, quand les économistes comportementaux prétendent collaborer avec des sociologues, c'est en fait pour que les sociologues apportent des petits faits empiriques qui vont être inclus dans un modèle économique. Et ce qui dès lors oublie complètement le fait que la sociologie c'est aussi un point de vue, c'est aussi un ancrage théorique et que, me semble-t-il, par exemple, si on prend les questions de prévision économique, en fait un regard sociologique sur ces questions-là peut apporter un éclairage différent, mais tout aussi pertinent que celui d'autres disciplines et en particulier de l'économie. Par exemple, vous évoquiez la dégradation de la note française par Standard & Poors. Lorsque, lors de la révélation de l'annonce que le déficit était plus évité que prévu, le ministre, Bruno Le Maire, avait déclaré la prévision de déficit n'est pas une science exacte. Disant ça, en fait, ce qu'il visait, c'étaient les enjeux de marge d'erreur, un problème purement statistique ou purement économétrique. Et, me semble-t-il, il y a d'autres manières d'envisager cette question-là que purement économétrique. Et par exemple, se poser la question de comment se fait-il que ces erreurs de prévision arrivent, mais en le replaçant d'un point de vue institutionnel, organisationnel, collectif, en somme, peut produire un éclairage vraiment différent, mais vraiment pertinent sur ces questions-là. Donc, c'est me semble-t-il, quelque chose dont il faudrait se rappeler, c'est que c'est également un point de vue, ce n'est pas juste une collection, ce n'est pas juste un travail empirique.

CSO: Merci Olivier. C'était le podcast Objet Trouvée du CSO. Si vous avez aimé cet épisode, abonnez-vous sur votre plateforme d'écoute préférée et faites le savoir autour de vous.